

4

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon

Convention collective de travail du 13 septembre 2001

Institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts

Titre 1^{er}. Institution

Article 1^{er}. En application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province du Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon conclut une convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province du Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon.

Par "travailleurs" on entend les ouvriers et les ouvrières.

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses effets au 1er janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province du Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon.

Ce préavis doit mentionner:

- les motifs de la dénonciation
- les propositions de modification

Titre II. Statuts

Chapitre 1^{er}.- *Dénomination, siège et objet*

Art. 4. A partir du 1er janvier 1999, il est institué un fonds de sécurité d'existence dénommé: " Fonds de sécurité d'existence de l'industrie des carrières de porphyre. « .

Art. 5. Le siège social du fonds est établi à 1430 REBECQ, rue du Faubourg 35.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	59278/6/1102.23
U 2 -10- 2001	19 -10- 2001	N°	

Il peut être transféré par décision du comité de gestion du « Fonds de sécurité d'existence de l'industrie des carrières de porphyre. ».

Art. 6. Le fonds a pour objet de financer des initiatives en matières sociales, de formation et d'emploi.

Chapitre 2. - *Champ d'application*

Art. 7. Les présents statuts s'appliquent:

- a) aux employeurs des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon;
- b) aux travailleurs occupés par les employeurs visés sous a);

Dans ses statuts on entend par sous-commission paritaire:

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon.

Chapitre 3. - *Bénéficiaires et avantages*

Art. 8. Le présent fonds est chargé de la perception de diverses cotisations destinées à des mesures en faveur de l'emploi, de la formation et d'actions sociales conformément aux conventions collectives de travail conclues au sein de la sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon .

Art. 9. Le fonds de sécurité d'existence créé au sein de la présente sous-commission paritaire gère distinctement les cotisations de nature différente.

Chapitre IV. - *Gestion*

Art. 10. Le fonds est géré par un comité de gestion composé paritairement de représentants des employeurs et des travailleurs.

Ce comité se compose de 8 membres dont 4 délégués des employeurs et 4 délégués des travailleurs désignés parmi les membres de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de porphyre de la province de Hainaut et des carrières de quartzite de la province du Brabant wallon.

Art. 11. Le comité de gestion choisit en son sein un président et un vice-président appartenant à des groupes différents. Le mandat est de deux ans renouvelables.

Lorsque le président est empêché, le vice-président exerce ses fonctions.

Art. 12. Le comité de gestion se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le comité de gestion chaque fois qu'au moins quatre de ses membres en font la demande. Les convocations mentionnent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour.

Les procès verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le comité de gestion et ils sont signés par la personne qui a présidé la séance.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

Le vote est valable lorsque la moitié des membres représentant les employeurs et la moitié des membres représentant les travailleurs sont présents, si au moins un membre de chaque organisation représentée au comité de gestion y participe et à condition que le point mis au vote ait été mentionné clairement dans l'ordre du jour de la convocation pour la réunion.

Art. 13. Le comité de gestion a pour mission de gérer le fonds et de prendre toutes les dispositions nécessaires à son bon fonctionnement. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, y compris pour ester en justice.

Pour que le fonds soit représenté valablement envers des tiers, la signature conjointe du président et du vice-président et/ou de deux administrateurs, représentant le patronat et le syndicat, sont requises.

Les administrateurs ne sont responsables que de leur mandat et ils n'encourent aucune obligation personnelle de par leur gestion à l'égard des engagements du fonds.

Chapitre V. - *Financement*

Art. 14. Les ressources du fonds sont constituées par les cotisations versées par les employeurs visés à l'article 7 a).

Art. 15. Les cotisations des employeurs sont fixées par convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire mentionnée à l'article 7.

Art. 16. Les cotisations sont perçues et recouvrées par le fonds.

Les sommes dues doivent être versées par l'employeur au compte bancaire désigné par le comité de gestion, selon les modalités et dans les délais fixés par le comité de gestion du fonds.

Les cotisations non versées pourront être majorées de 5 % du montant impayé.

Des intérêts de retard calculés au taux légal sont dus pour les cotisations qui ne seront pas versées dans

ces délais.

Ces intérêts prennent effet après l'expiration du délai précité et ils sont dus jusqu'au jour du paiement des cotisations.

Aucune mise en demeure n'est requise pour la majoration des cotisations prévues ci-dessus ainsi que pour les intérêts de retard.

Les cotisations dues qui ne sont pas liquidées après le délai prévu sont recouvrées par tous les moyens de droit.

Le comité de gestion peut, compte tenu de circonstances particulières, accorder totalement ou partiellement une dispense de cette majoration et / ou de ces intérêts de retard.

Art. 17. Les frais de fonctionnement du fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion mentionné à l'article 9.

Ces frais sont couverts par les intérêts des capitaux constitués par le versement des cotisations et éventuellement par le produit d'une retenue opérée sur les cotisations prévues et dont le montant est fixé par le comité de gestion précité afin de garantir l'équilibre budgétaire du fonds.

Chapitre VI. - *Budgets, comptes*

Art. 18. L'exercice prend cours le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 19. Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre.

Art. 20. Le bilan ainsi que le rapport annuel certifié, doivent être soumis à l'approbation de la sous-commission paritaire mentionnée à l'article 7 au plus tard pour fin avril de chaque année.

Chapitre VII. - *Dissolution, liquidation*

Art. 21. En cas de dissolution du fonds par la sous commission paritaire mentionnée à l'article 7, après acquittement du passif, celle-ci décidera de la destination des biens et valeurs du fonds.

Art. 22. Les fonds repris ci-dessous ainsi que toutes les fonctions, avoirs et privilèges y repris sont supprimés :

- a) "fonds social pour la Société des Carrières-Unies de porphyre de Lessines et de Bierghes et la Société des carrières de quartzite d'Opprebais", institué lors de la réunion de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de porphyre et de quartzite des provinces de Brabant et de Hainaut du 17 mars 1967;
- b) "fonds social pour la Société des Carrières de porphyre de Quenast", institué lors de la réunion de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de porphyre et de quartzite des

provinces de Brabant et de Hainaut du 10 octobre 1968;

- c) "Caisse sociale pour la Société des Carrières-Unies de porphyre de Lessines et de Bierghes et la Société des Carrières d'Opprebais et Mont-sur-Marchienne (siège d'Opprebais)", institué lors de la réunion de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de porphyre et de quartzite des provinces de Brabant et de Hainaut du 11 juin 1970;
- d) "Fonds social commun des industries des carrières de porphyre et de quartzite des provinces de Brabant et de Hainaut", institué lors de la réunion de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de porphyre et de quartzite des provinces de Brabant et de Hainaut du 11 mars 1971.

Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 september 2001

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten

Titel I. - Oprichting

Artikel 1. Het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant sluit, bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, een collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid, waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant ressorteren.

Onder « werknemers » worden werklieden en werksters verstaan.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend bij aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant.

Deze opzegging dient te vermelden :

- de redenen van de opzegging ;
- de voorstellen tot wijziging.

Titel II. – Statuten

Hoofdstuk 1. – *Benaming, zetel en doel*

Art. 4. Met ingang van 1 januari 1999 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht genoemd : « Fonds voor bestaanszekerheid voor het bedrijf der porfiergroeven ».

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

02 -10- 2001

13-09-2001

NR.
N°

59228/01/102.03

Art. 5. De maatschappelijke zetel van het fonds is gevestigd te 1430 Rebecq, 35, rue du Faubourg.

Hij kan worden overgeplaatst bij beslissing van de raad van beheer van het « Fonds voor bestaanszekerheid voor het bedrijf der porfiergroeven ».

Art. 6. Het fonds heeft tot doel initiatieven te financieren in verband met sociale aangelegenheden, vorming en tewerkstelling.

Hoofdstuk 2. - *Toepassingsgebied*

Art. 7. Deze statuten zijn van toepassing op :

- a) de werkgevers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant ;
- b) de werklieden, tewerkgesteld door de bij a) bedoelde werkgevers ;

In deze statuten wordt met paritair subcomité bedoeld :
Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant.

Hoofdstuk 3. - *Rechthebbenden en voordelen*

Art. 8. Het fonds is belast met de inning van verschillende bijdragen bestemd voor maatregelen ten voordele van de tewerkstelling, de vorming en sociale acties overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven in de provincie Waals-Brabant.

Art. 9. Het fonds voor bestaanszekerheid opgericht binnen dit paritair subcomité beheert de verschillende bijdragen apart.

Hoofdstuk 4. - *Bestuur*

Art. 10. Het fonds wordt beheerd door een raad van bestuur, paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers.

Deze raad bestaat uit 8 leden waarvan 4 werkgeversafgevaardigden en 4 werknemersafgevaardigden aangewezen tussen de leden van het Paritair Subcomité voor de porfiergroeven in de provincie Henegouwen en voor de kwartsietgroeven van de provincie Waals-Brabant.

Art. 11. De raad van beheer kiest uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter die tot verschillende groepen behoren. De duur van het mandaat is twee jaar en de mandaten zijn hernieuwbaar.

Wanneer de voorzitter verhinderd is, oefent de ondervoorzitter diens functie uit.

Art. 12. De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is verplicht, telkens wanneer ten minste vier leden van de raad van bestuur erom verzoeken, de raad bijeen te roepen. De oproepingen vermelden de plaats, de datum, het uur en de agenda.

De verslagen worden opgemaakt door de sekretaris aangewezen door de raad van bestuur, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

De beslissingen worden genomen met betrekkelijke meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

De stemming is geldig wanneer de helft van de leden die de werkgevers vertegenwoordigen en de helft van de leden die de werknemers vertegenwoordigen aanwezig zijn en indien er aan deelgenomen wordt door ten minste één lid van iedere in de raad van bestuur vertegenwoordigde organisatie en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk vermeld werd op de agenda van de convocatie voor de vergadering.

Art. 13. De raad van bestuur heeft tot opdracht het fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor de goede werking ervan. Hij bezit de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en het bestuur van het fonds, **met inbegrip van de bevoegdheid om in rechte op te treden.**

Opdat het fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden, zijn de gezamenlijke handtekeningen van de voorzitter en van de ondervoorzitter en/of van twee beheerders, die de werkgevers en de vakbond vertegenwoordigen, vereist.

De bestuurders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van hun beheer, ten aanzien van de verbintenissen van het fonds.

Hoofdstuk 5. – *Financiering*

Art. 14. De inkomsten van het fonds bestaan uit bijdragen gestort door de in artikel 7, a) genoemde werkgevers.

Art. 15. De bijdragen van de werkgevers worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het in artikel 7 genoemde paritair subcomité.

Art. 16. De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door het fonds.

De verschuldigde sommen moeten door de werkgever op de door de raad van bestuur aangewezen bankrekening gestort worden, volgens de modaliteiten en binnen de termijnen bepaald door het beheerscomité van het fonds.

De niet gestorte bijdragen zullen kunnen worden verhoogd met 5 % van het onbetaalde bedrag.

Voor de bijdragen die niet binnen deze termijnen worden gestort, zijn verwijlintresten verschuldigd die worden berekend tegen de wettelijke rentevoet.

Deze intrest begint te lopen na het verstrijken van de voormelde termijnen en is verschuldigd tot op de dag waarop de bijdragen worden betaald.

Voor de hierboven voorziene verhoging van de bijdragen, alsmede voor de verwijlintrest is geen ingebrekestelling vereist.

De verschuldigde bijdragen, die na de vastgestelde termijn niet zijn vereffend, worden met alle rechtsmiddelen ingevorderd.

De raad van bestuur mag, rekening houdend met bijzondere omstandigheden, van deze verhoging en verwijlintrest geheel of gedeeltelijk kwijtschelding verlenen.

Art. 17. De werkingskosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door de raad van bestuur genoemd in artikel 9.

Deze kosten worden gedekt door de renten van de kapitalen uit de storting van de bijdragen en eventueel door een afhouding die wordt toegepast op de vastgestelde bijdragen en waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de voormelde raad van bestuur, teneinde het financieel evenwicht van het fonds te waarborgen.

Hoofdstuk 6. – *Begrotingen, rekeningen*

Art. 18. Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 19. Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten.

Art. 20. De balans, samen met het gecertificeerd jaarlijks verslag, dienen uiterlijk tijdens de maand april ter goedkeuring aan het in artikel 7 genoemde paritair subcomité te worden voorgelegd.

Hoofdstuk 7. – *Ontbinding, vereffening*

Art. 21. In geval van ontbinding van het fonds door het in artikel 7 genoemde paritair subcomité, na aanzuivering van het eventueel passief, **zal dit paritair subcomité beslissen over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds.**

Art. 22. De hieronder genoemde fondsen evenals alle eraan verbonden functies, bezittingen en voorrechten worden opgeheven :

- a) « Fonds social pour la Société des Carrières-Unies de porphyre de Lessines et de Bierghes et la Société des carrières de quartzite d'Opprebais », opgericht **tijdens** de vergadering van het Gewestelijk Paritair Comité voor de porfiergroeven en van de kwartsietgroeven van Brabant en van Henegouwen van 17 maart 1967 ;
- b) « Fonds social pour la Société des Carrières de porphyre de Quenast », opgericht tijdens de vergadering van het Gewestelijk Paritair Comité voor de porfiergroeven en van de kwartsietgroeven van Brabant en van Henegouwen van 10 Oktober 1968 ;
- c) « Caisse sociale pour la Société des Carrières-Unies de porphyre de Lessines et de Bierghes et la Société des Carrières d'Opprebais et Mont-sur-Marchienne (siège d'Opprebais) », opgericht tijdens de vergadering van het Gewestelijk Paritair Comité voor de porfiergroeven en van de kwartsietgroeven van Brabant en van Henegouwen van 11 juni 1970 ;
- d) « Fonds social commun des industries des carrières de porphyre et de quartzite des provinces de Brabant et de Hainaut », opgericht tijdens de vergadering van het Gewestelijk Paritair Comité voor de porfiergroeven en van de kwartsietgroeven van Brabant en van Henegouwen van 11 maart 1971.